

D 2019 02 002

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE SAINT PIERRE DU LOROUËR

### Séance du 8 Février 2019

L'an deux mil dix-neuf, le huit février à vingt heures trente, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Noël LEROUX, Maire,

**Présents :** Noël LEROUX, Catherine TRAPPLER, Régis GATINOIS, Damien LEGEAY, Eric MAUBOUSSIN, Philippe BIGNON, Laëtitia GUEROULT

**Absents :** Gérald DEROUIN, Guillaume HERVE, Cyril AMBROISE

Secrétaire de séance : Damien LEGEAY

#### ■ **Débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLUi :**

M. le Maire expose :

La Communauté de Communes Loir-Lucé-Bercé, constituée au 1<sup>er</sup> janvier 2017, est compétente depuis cette date en matière d'élaboration des documents d'urbanisme.

Par délibération du 29 juin 2017, la CCLLB a prescrit l'élaboration d'un PLUi sur l'ensemble de son territoire.

Depuis cette date, les communes du territoire de la CCLLB sont associées à cette élaboration dans le cadre du Comité de Pilotage constitué, d'ateliers et de réunions ouvertes à l'ensemble des élus municipaux.

Pour rappel, les étapes d'élaboration du PLUi sont les suivantes :



Après la phase de diagnostic conduite de septembre 2017 à avril 2018, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables a été défini au vu des enjeux identifiés dans ce diagnostic. Cette phase du projet a donné lieu à une large concertation en vue de coconstruire ce PADD et de fixer des orientations en matière d'aménagement du territoire à l'horizon 2030.

Conformément à l'article L 151-5 du code de l'Urbanisme, le PADD définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

En outre, l'article L 153-12 du code de l'Urbanisme prévoit que :

*Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.*

Les orientations du PADD du PLUi de la CCLLB sont déclinées en 3 axes :

- ✓ Renforcer le maillage du territoire et assurer une mobilité sereine pour tous
- ✓ Mettre en œuvre les conditions d'un développement équilibré et durable du territoire
- ✓ Valoriser la qualité environnementale du territoire, support d'attractivité et de développement économique

Conformément à l'article L 153-12 du code de l'Urbanisme, les communes de la CCLLB sont invitées à débattre sur les orientations générales du PADD.

Après une présentation des axes du PADD (annexé à la présente délibération), M. le Maire invite les conseillers municipaux à débattre des orientations générales du projet.

M. le Maire indique que ce dossier est complexe, que les élus manquent de temps pour se rendre aux réunions afin de bien prendre connaissance de ce projet.

► Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

1- ACTE par la présente délibération la tenue du débat relatif au PADD du PLUi tel que prévu par l'art. L 153-12 du code de l'Urbanisme ;

2 – FORMULE les observations suivantes :

- ⇒ Difficultés des petites entreprises à s'installer dans nos petites communes ;
- ⇒ Préservation de l'artisanat ;
- ⇒ Dents creuses ;
- ⇒ Le projet ne paraît pas en adéquation avec les problématiques des petites communes ;
- ⇒ Quelles sont les solutions si le bassin de l'emploi se stabilise ou se détériore ?
- ⇒ Comment imposer la rénovation des maisons de bourg, avec quels moyens ?

Pour extrait conforme  
Le Maire,  
Noël LEROUX

